30-07-1990
Vandermeulebroecke

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisations, des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 22 février 1990, d'une demande d'avis sur un projet "de loi fixant le statut disciplinaire du personnel communal", et en ayant délibéré en ses séances des 16 mai, 30 mai, 6 juin, 13 juin et 20 juin 1990, a donné le 20 juin 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 februari 1990 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende vaststelling van het tuchtrechterlijk statuut van het gemeentepersoneel", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 16 mei, 30 mei, 6 juni, 13 juni, en 20 juni 1990 en op 20 juni 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. L'auteur du projet entend rendre le texte applicable à l'ensemble du personnel communal, en ce compris le personnel temporaire, à l'exception du personnel engagé sous contrat de travail (d'employé ou d'ouvrier).

Pour ces derniers, en effet, l'ensemble des dispositions du droit du travail, y compris celles relatives aux différents régimes contractuels, s'applique intégralement.

La même distinction doit, toutefois, être faite en ce qui concerne les sapeurs-pompiers (1).

Par ailleurs, questionné sur la question de savoir si le régime disciplinaire organisé par le texte en projet s'applique également aux agents de l'état civil visés à l'article 154 de la nouvelle loi communale, le délégué du ministre a répondu affirmativement.

Toutes ces précisions devraient figurer dans le dispositif du texte en projet.

---

(1) Voyez notamment Q. n° 45, De Groot, 15 avril 1988, Bulletin questions et réponses, S.E., 1988, n° 10, p. 741.

En ce qui concerne le personnel enseignant, l'exposé des motifs (1) prévoit qu'il est exclu de l'application des dispositions du projet, le statut des membres du personnel des différents réseaux d' enseignement, à l'exception de celui des pensions, relevant, à présent, de la compétence des Communautés (2).

Toutefois, en attendant que le législateur décrétal ait fait usage de ce pouvoir, les dispositions légales existantes demeurent d'application. Il en est ainsi, notamment, des articles 150 à 152 de la nouvelle loi communale (3).

Il ne convient donc pas d'abroger purement et simplement, comme le fait l'article 3, 4°, du projet, les articles 150 à 152 de la nouvelle loi communale. Ces articles doivent, au contraire, être maintenus, mais adaptés

---

(1) Page 2, point 2, 3ème alinéa.

(2) Constitution, articles 17, § 5, et 59bis, § 2, 2°.

(3) Le législateur a, notamment, réglé la matière différemment pour le personnel de l'enseignement primaire dans les lois sur l'enseignement primaire (articles 74 à 76 de l'arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire). C'est pourquoi, d'ailleurs, l'article 143 de la nouvelle loi communale prévoit que les chapitres II à IV et le chapitre VI du titre III, et partant les articles 150 à 152 de cette loi, ne s'appliquent pas aux instituteurs.

- de même que l'intitulé du chapitre IV du titre III - pour les rendre exclusivement applicables aux membres du personnel enseignant communal. A cet effet, l'intitulé dudit chapitre IV devrait être le suivant : "De la discipline du personnel enseignant"; par ailleurs, un chapitre IV bis, intitulé "Des interdictions" et comprenant l'article 153, devrait être introduit; dans le texte de l'article 150, les mots "les employés salariés par la commune" devraient être remplacés par les mots : "les membres du personnel enseignant"; dans l'article 151, ces derniers termes devraient être substitués aux mots "les employés de la commune, le secrétaire et le receveur exceptés"; enfin, dans l'article 152, il faut remplacer par les mêmes termes les mots "fonctionnaires et employés communaux" et les mots "les employés" et, dans le même article 152, alinéa 1er, il faudrait écrire : "toute suspension décrétée en vertu des articles 150 et 151".

Par ailleurs, il serait souhaitable que l'article 143, alinéa 1er, de la nouvelle loi communale fût adapté, pour ne plus viser les seuls instituteurs, car, d'une part, les articles 74 à 76 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957, s'appliquent aussi aux membres du personnel des écoles gardiennes et des écoles d'adultes communales ainsi qu'aux maîtres spéciaux des écoles primaires communales (article 74, § 6, de ces lois coordonnées) et, d'autre part, les articles 150 à 152 ne doivent être maintenus en vigueur que dans la mesure où le législateur décrétal n'a pas réglé le statut disciplinaire des membres du personnel enseignant communal.

II. La loi en projet se donne pour objectif d'"offrir autant que possible au fonctionnaire poursuivi disciplinairement les mêmes garanties que celles offertes à une personne poursuivie pénalement" (exposé des motifs, p. 4). Plus généralement, elle cherche à aligner les solutions qu'elle préconise - lorsqu'elle établit une liste d'infractions et de sanctions ou lorsqu'elle prescrit des règles de procédure - sur celles qui prévalent en matière pénale.

Il ne convient, certes, pas d'opposer le droit disciplinaire (spécialement celui de la fonction publique) au droit pénal; tous deux appartiennent à une même catégorie qui est celle du droit répressif. Comme l'écrit le professeur Marcel Waline, "le droit disciplinaire est de la même famille que le droit pénal en ce sens que tous deux ont pour fonction de faire respecter les normes d'un groupe social par des procédés de répression et d'intimidation, tout à la fois" (1).

Les évolutions les plus marquantes du droit disciplinaire à l'époque contemporaine tendent donc à rapprocher autant que faire se peut les procédures du droit

---

(1) M. WALINE, Traité élémentaire de droit administratif, Paris, Sirey, 1951, p. 347, cité par F. DELPEREE, L'élaboration du droit disciplinaire de la fonction publique, Paris, L.G.D.J., 1969, p. 42.

disciplinaire de celles du droit pénal (1). La jurisprudence administrative poursuit le même objectif (2).

Bien qu'elles ne puissent faire l'objet de critiques, les préoccupations de l'auteur du projet ne sont pas toujours concrétisées de manière adéquate, voire aboutissent - par souci de rapprochement excessif des procédés du droit pénal et du droit disciplinaire - à des solutions incohérentes, par exemple sur le terrain de la procédure.

Même s'il peut s'indiquer d'opérer des rapprochements entre le droit disciplinaire de la fonction publique et le droit pénal, il reste que les concepts et les procédures de cette dernière branche du droit ne sauraient être transposés, sans autre précision, en matière disciplinaire. Il faut se garder en particulier d'utiliser des vocables, comme celui de récidive (article 311, § 4, en projet), qui

---

(1) C. CAMBIER, "Rapport général", in L'exercice de l'action disciplinaire dans les administrations centrales des pays du Marché commun, Bruxelles, Larcier, 1965, p. 177 et suiv.; du même auteur, Droit administratif, Bruxelles, Larcier, 1968.

(2) J.-C. GEUS, "Le respect des droits de la défense en matière disciplinaire : évolutions récentes du contrôle exercé par le Conseil d'Etat", Administration publique, 1989, tome 2, p. 61 et suivantes.

ont reçu dans la langue du droit pénal, un sens précis (1) mais qui seraient employés, en l'occurrence, dans le sens de la langue usuelle. La loi pénale se préoccupe de définir avec précision le régime juridique de la récidive : elle impose notamment, que la première condamnation ait été prononcée par une juridiction belge, qu'elle soit définitive et qu'elle entraîne une peine au sens de la loi pénale; une condamnation disciplinaire, une mesure de sûreté, une transaction de police ne sont pas prises en considération. Les dispositions en projet s'abstiennent, pour leur part, d'énoncer ces prescriptions. A ce titre, l'analogie est trompeuse et le terme "récidive" doit être omis.

La loi en projet s'attache, par ailleurs, à déterminer dans un article 300 les "faits répréhensibles", c'est-à-dire les infractions disciplinaires qui, selon les intentions de l'auteur du texte, sont seules susceptibles d'être incriminées.

La disposition s'expose à deux critiques essentielles. D'une part, elle se borne à recourir à des incriminations à ce point larges et indéterminées qu'elles ne peuvent en aucune manière se comparer avec celles dont le droit pénal a l'usage et ne permettent pas d'atteindre l'objectif poursuivi. D'autre part, elle donne à penser que des sanctions disciplinaires ne peuvent être prises que pour

---

(1) Comme le rappelle le professeur R. LEGROS, (Droit pénal, Vol. II, Bruxelles, P.U.B., 1982-1983, 7eme édition p. 338 à 345), "la récidive est la perpétration d'une nouvelle infraction après une condamnation définitive, dans les cas prévus par la loi" (voyez articles 54 et suivants du Code pénal).

l'un des trois chefs d'infraction visés à l'article 300 en projet, alors qu'il apparaît clairement que les faits constitutifs d'une infraction pénale, par exemple qui auraient été commis dans l'exercice des fonctions vont, aussi, justifier l'exercice d'une action disciplinaire, alors même qu'ils ne sont pas repris dans la liste limitative de l'article 300.

Ladite disposition doit être omise dans la mesure où elle est de nature à induire en erreur tant l'autorité publique que le personnel communal sur leurs droits et devoirs respectifs. A défaut, elle doit être fondamentalement revue pour répondre aux conditions de précision et de sécurité que requiert, en droit disciplinaire comme en droit pénal, la détermination des infractions.

III. Tous les aspects de la procédure disciplinaire sont loin d'être organisés et ne peuvent, du reste, l'être dans les dispositions de la loi en projet, compte tenu de la répartition des compétences résultant des réformes institutionnelles.

Pour ce qui concerne notamment le régime disciplinaire du personnel de la police communale, il résulte de l'annulation partielle des articles 178, § 1er, alinéa 4, 178, § 2, alinéa 3, 187, § 4, 188, alinéa 3, prononcée par la Cour d'arbitrage dans son arrêt n° 73 du 22 décembre 1988 (1), qu'en Région wallonne ou en Région flamande, les communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative exceptées :

---

(1) Moniteur belge, 31 décembre 1988, p. 18.227.

- à l'égard des commissaires de police en chef, commissaires de police, commissaires adjoints de police, commissaires de brigade, gardes champêtres en chef et gardes champêtres uniques, le Roi reste compétent pour connaître des recours contre les décisions disciplinaires prises par le gouverneur de province contre ces agents. Il n'est plus compétent pour connaître des recours contre les décisions disciplinaires prises par le bourgmestre;

- à l'égard des "autres membres" de la police urbaine et des "autres membres" de la police rurale, les recours contre les décisions disciplinaires prises soit par le conseil communal, soit par le bourgmestre ne relèvent plus du gouverneur de province.

L'enseignement de cet arrêt quant au champ d'application territorial des articles 178, § 1er, alinéa 4, 178, § 2, alinéa 3, 180, alinéa 3, 187, § 4, 188, alinéa 3, de la loi communale, doit, depuis le 1er janvier 1989 (date de l'entrée en vigueur de la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment son article 7) être compris comme suit :

"- les articles 178, § 1er, alinéa 4, 178, alinéa 3, 180, alinéa 3, 187, § 4, 188, alinéa 3, de la loi communale continuent à s'appliquer sans restriction dans les communes de la Région de langue allemande;

- pour les communes de la Région wallonne et de la Région flamande, à l'exception de celles situées dans la Région de langue allemande (1) et des communes énumérées à l'article 7 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 ainsi que des communes de Comines-Warneton et des Fourons, les dispositions annulées ne peuvent être appliquées; il appartient aux Régions wallonne et flamande d'organiser et d'exercer la tutelle sur les communes de leurs territoires respectifs, les communes indiquées ci-dessus exceptées;

- pour les communes énumérées à l'article 7 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et pour les communes de Comines-Warneton et des Fourons, ces articles s'appliquent sous la réserve suivante : il appartient, non plus au Roi, mais à l'Exécutif de la Région wallonne, pour Comines-Warneton, ou à l'Exécutif flamand, pour Fourons, d'exercer cette tutelle" (2).

L'article 42 du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne (3) comble, en Région wallonne, le vide juridique

---

(1) Alors que, jusqu'au 31 décembre 1988, ces dispositions s'appliquaient intégralement dans les communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative.

(2) BATSELE, D., La loi du 11 février 1986 sur la police communale, Bruxelles, Nemesis, 1989.

(3) Moniteur belge, 8 septembre 1989.

laissé par l'annulation partielle des articles précités de la loi communale.

Cet article 42 dispose comme suit, en son alinéa 2 :

> "Les recours introduits sur la base des articles 178, § 1er, 178, § 2, alinéa 3, 180, alinéa 3, 187, § 4, et 188, alinéa 3, de la loi communale du 30 mars 1836, qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision administrative ou juridictionnelle définitive, sont portés devant la députation permanente du conseil provincial" (1).

Le décret du Conseil de la Région flamande du 10 mai 1989 réglementant, pour la Région flamande, la tutelle administrative relative à certaines mesures disciplinaires prises à l'encontre des membres de la police communale (M.B., 3 juin 1989) résoud la même question en Région flamande.

La nouvelle loi communale a réglé, en ses articles 150, 196, 197 et 200, la question de la tutelle pour les communes énumérées à l'article 7 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 et pour les communes de Comines-Warneton et des Fourons.

Les dispositions y relatives sont reproduites, telles quelles, dans le dispositif en projet.

---

(1) Voyez avis du Conseil d'Etat, Doc. Conseil régional wallon, s.o., 1988-1989, n° 14/1, p. 29. Voyez aussi les arrêts GREGOIRE, n° 34.820 et ENGLEBERT, n° 34.819.

Pour ce qui concerne la Région de Bruxelles-capitale, la question devra être résolue par une ordonnance du conseil.

En attendant, l'article 56 de la loi du 26 juillet 1971 sur les agglomérations et les fédérations de communes demeure applicable et les pouvoirs attribués au Roi par cette disposition sont exercés par l'Exécutif de la Région.

Comme on le constate aisément, la compétence du législateur national est, de toute façon, limitée par le système institutionnel de répartition des compétences (1).

IV. Il serait souhaitable que l'auteur du projet harmonise les différents taux des sanctions disciplinaires qui, jusqu'à présent et essentiellement pour des raisons historiques, sont différents selon les catégories de personnel auxquelles ils sont appliqués.

V. La division en chapitres, sections et sous-sections paraît homogène. Cependant, on peut s'étonner, par exemple, de ne rencontrer la définition des faits répréhensibles (chapitre III) qu'après le chapitre qui prévoit les mesures disciplinaires et celui qui désigne les autorités disciplinaires compétentes.

---

(1) Voyez l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, [n° 17.522/2], du 27 avril 1987 donné sur le projet d'arrêté royal "portant coordination de la loi communale du 30 mars 1836 et de la loi du 11 février 1986 sur la police communale", p. 4.

Le délégué du ministre a marqué son accord sur la proposition de déplacement du chapitre III (article 300) en tête du titre XIV. D'autres observations de même nature seront formulées sous les articles concernés.

VI. Il ne se justifie pas de diviser un article en paragraphes lorsqu'aucun de ceux-ci ne compte au moins deux alinéas. La remarque vaut pour les articles 301, 303 et 318 en projet.

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

S'agissant d'un projet de loi complétant la nouvelle loi communale, instaurant, non le "statut disciplinaire" de l'ensemble des membres du personnel communal, mais un régime disciplinaire applicable à ce personnel à l'exclusion de certaines catégories de ses membres, mieux vaut écrire :

"Loi modifiant la nouvelle loi communale en ce qui concerne le régime disciplinaire".

Dispositif.

Article 1er.

Il convient de rédiger l'article 1er relatif au titre XIV en tenant compte des observations formulées au sujet de l'intitulé.

Il faut donc écrire :

"Article 1er. Un nouveau titre XIV, intitulé "Du régime disciplinaire" comprenant les articles 281 ... (la suite comme au projet)".

En raison de son caractère imprécis, il convient de remplacer, dans l'intitulé du chapitre 1er et dans l'article 281 en projet, le mot "mesures" par le mot "sanctions". La même observation vaut pour les dispositions du projet qui utilisent les termes "mesure disciplinaire".

Article 282.

L'article 282, alinéa 3, en projet, tel qu'il est rédigé, pourrait donner à penser que l'agent auquel s'applique la sanction de la retenue de traitement et qui n'aurait d'autre revenu que son traitement, ne pourrait pas bénéficier du minimex prévu dans le texte en projet.

Il serait préférable de rédiger l'alinéa 3 comme suit :

"La commune garantit ... d'existence tel qu'il est fixé en vertu de la loi du 7 août 1974 (II) instituant le droit à un minimum de moyens d'existence".

Le texte néerlandais de l'alinéa 4 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La même observation vaut pour l'article 283, § 2, alinéa 3, en projet.

Article 283.

Pour éviter toute confusion entre la suspension prévue à l'article 283 et la suspension, qui est une mesure d'ordre, prévue à l'article 285, il vaut mieux écrire à l'article 283, § 1er :

"Art. 283, § 1er. La peine de la suspension est prononcée ...".

La même observation vaut pour l'article 283, § 2, alinéa 1er.

L'article 283, § 2, alinéa 2, appelle la même observation que celle qui est faite au sujet de l'article 282, alinéa 3.

Article 284.

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition implique que la sanction disciplinaire de la rétrogradation s'applique à tous les agents de la commune. L'auteur du projet a manifestement omis d'exclure certaines catégories de personnel auxquelles la rétrogradation ne saurait en aucun cas être appliquée.

La rétrogradation du secrétaire communal (et du secrétaire adjoint) (articles 23 à 49 de la nouvelle loi communale), du receveur communal et du receveur régional (articles 52 à 70) ne se conçoit pas, puisque les grades de ces fonctionnaires sont uniques; ils ne s'inscrivent dans aucune hiérarchie.

La rétrogradation ne se conçoit pas non plus à l'égard du commissaire de police (et du commissaire de police en chef), qui sont nommés et révoqués par le Roi (articles 191, 192, 196 et 198 de la nouvelle loi communale).

Pour le même motif, la rétrogradation n'est pas davantage possible à l'égard des membres du personnel communal qui sont nommés par le gouverneur de province. Les commissaires adjoints de police, les gardes champêtres en chef, les gardes champêtres uniques et les commissaires de brigade doivent donc être exceptés des "agents de la police communale" auxquels la sanction de la rétrogradation peut être appliquée.

Au demeurant, pour l'ensemble des catégories de membres du personnel qui doivent être exceptées, le régime des sanctions disciplinaires est, de la sorte, plus rigoureux que pour les autres membres du personnel communal auxquels toutes les sanctions prévues peuvent être appliquées.

Il s'impose que l'article 284 mentionne, pour des raisons de logique et de clarté, les cas dans lesquels la sanction de la rétrogradation ne peut pas s'appliquer.

L'alinéa 2 doit être réécrit en n'utilisant pas l'expression "cadre concerné" qui parait contraire aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs (p. 9).

Il faut utiliser les termes "classement hiérarchique des grades", au lieu de "cadre organique".

Article 285.

Cet article n'est pas à sa place. Il serait plus logique de l'insérer à la suite de l'article 318.

La disposition est, par ailleurs, très sommaire et n'envisage pas les situations qui peuvent se présenter:

- celle où la sanction disciplinaire est accompagnée d'une privation de traitement dont la durée ne coïncide pas avec celle de la suspension préventive sans privation de traitement;

- celle où la sanction disciplinaire est moins sévère que la suspension préventive.

Enfin, l'article est mal rédigé en ce qu'il utilise deux mesures de nature tout à fait différente, à savoir la mesure disciplinaire et la mesure d'ordre.

Compte tenu des observations qui précèdent, il convient de revoir l'article 285 en projet.

Article 286.

Selon les explications données, le souci de l'auteur du projet est de permettre que le conseil communal intervienne lorsque le collège prononce une sanction estimée trop légère. Les mots "sans préjudice" ne peuvent qu'apporter la confusion. De l'accord du délégué du ministre, ils doivent être omis.

Il est, par ailleurs, souhaitable que l'auteur du projet prévoie un second alinéa au paragraphe 1er, qui concrétise davantage l'objet de l'intervention a posteriori du conseil communal.

Le texte suivant est proposé :

"Il peut, le cas échéant, aggraver la sanction disciplinaire prononcée par le collège des bourgmestre et échevins en application de l'article 287 ou par le bourgmestre en application des articles 288, § 4, 289, § 2, 291, 294, § 2, et 295, § 1er, alinéa 2".

Article 287.

Afin d'aligner la terminologie utilisée dans l'article 287 sur celle utilisée dans l'article 286, § 1er, l'article 287 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 287. Le collège des bourgmestre et échevins peut infliger aux agents rémunérés par la commune les peines disciplinaires de l'avertissement, de la réprimande, de la retenue de traitement et de la suspension pour un terme qui ne pourra excéder six semaines.

L'alinéa 1er ne s'applique pas au secrétaire, au secrétaire adjoint, au receveur local et au comptable spécial".

A cette énumération, il faut ajouter les cadres spécifiques pour lesquelles d'autres autorités sont compétentes, par exemple le personnel de police, ainsi que les employés de l'Etat civil visés à l'article 298 en projet.

Article 288.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le paragraphe 3 est nouveau en ce qu'il prévoit qu'"avant d'infliger une mesure disciplinaire, le Roi ou le gouverneur de province informe le bourgmestre de leur intention sauf dans les cas d'extrême urgence expressément motivée".

Il conviendrait de préciser, à tout le moins dans l'exposé des motifs, si cette formalité, qui est antérieure à la décision prise, doit être considérée comme une formalité substantielle ou non.

L'observation vaut également pour l'article 289, § 1er.

Le paragraphe 5 serait mieux à sa place avant le paragraphe 4, puisqu'il s'agit du recours qui peut être introduit contre la décision prise par le gouverneur de province ou par le Roi.

La même observation vaut pour le paragraphe 3 de l'article 289 : ce paragraphe doit précéder le paragraphe 2.

Article 290.

Il y a lieu de remplacer le mot "statut" par le mot "régime".

Article 291.

Cet article appelle les mêmes observations que celles émises sous l'article 288 en projet.

Article 293.

Cet article s'inspire de la rédaction de l'article 210 de la nouvelle loi communale.

Toutefois, l'auteur du projet a omis involontairement de reproduire l'article 210, alinéa 3, selon lequel :

> "L'intéressé pourra prendre son recours contre la décision du gouverneur auprès du Roi dans les quinze jours de la notification qui lui en est faite".

L'article 293 en projet doit donc être complété.

.../...

Article 294.

Les paragraphe 1er, alinéa 2, et paragraphe 2, alinéa 2, de cet article appellent l'observation émise sous l'article 288, § 3, en projet.

Article 295.

Cet article appelle les mêmes observations que celles émises sous l'article 288 en projet.

Article 296.

Cet article doit être inséré dans l'article 208 dans la rédaction suivante :

"A la demande des autorités disciplinaires compétentes, il procède ... (la suite comme à l'article 208 de la loi)".

Article 297.

Il serait préférable d'énumérer, dans l'alinéa 2 de cet article, quels sont les membres de la police rurale qui sont visés, plutôt que de procéder par un renvoi négatif à l'article 202.

Article 300.

Il y a lieu de se référer aux observations générales II et V.

Article 301.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 301. Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée sans que l'agent ait été entendu en ses moyens de défense sur tous les faits mis à sa charge par l'autorité qui la prononce.

Lorsque cette autorité est le Roi, il est procédé à l'audition par le ministre de l'Intérieur ou son délégué.

Pendant le cours de la procédure, (... la suite comme au paragraphe 2 du projet)".

Article 303.

Il devrait résulter du texte que pourraient être publiques, non seulement l'audition de celui qui est poursuivi disciplinairement, mais également celle des témoins. Le 7° du paragraphe 2 devenant alinéa 2, pourrait être complété comme suit "... ainsi que la publicité de cette audition".

.../...

Il y a une discordance entre l'article 303, § 2 (devenant l'alinéa 2), 6°, qui prévoit que l'intéressé a le droit de demander la publicité de la séance, et l'article 308 qui énonce que "l'audition a lieu en public lorsque l'intéressé le demande". Le texte de l'article 308 est donc plus restrictif que celui de l'article 303 qui vise la "séance" au cours de laquelle il est procédé à l'examen de l'affaire, dans son ensemble. Si une telle différence de rédaction était voulue, l'auteur du projet devrait s'en expliquer dans l'exposé des motifs.

Article 304.

L'intéressé et son défenseur doivent pouvoir consulter le dossier disciplinaire pendant toute la période qui sépare la convocation devant l'autorité disciplinaire jusqu'au jour précédant le jour de la comparution.

L'article 304 doit être revu dans ce sens.

Article 305.

- Alinéa 1er -

Le délai prévu dans l'article 305, alinéa 1er, devrait s'appliquer, non seulement à l'établissement du procés-verbal, mais aussi à la communication de ce procès-verbal à l'intéressé. On peut, par ailleurs, se demander si le délai de quinze jours n'est pas trop long et s'il ne devrait pas être ramené à huit jours.

- Alinéa 2 -

L'article 305, alinéa 2, tel qu'il est rédigé, ne traduit pas complètement les intentions exprimées dans l'exposé des motifs et, spécialement, dans le commentaire consacré à cet article, où l'on peut lire :

> "Pour attester que le procès-verbal constitue une reproduction fidèle des déclarations de l'intéressé, il faut que ce document soit lu et signé par l'intéressé. A la signature, il lui est loisible de formuler une réserve. S'il refuse de signer, il doit en être fait mention".

L'alinéa 2 doit, en conséquence, être réécrit.

- Alinéa 4 -

L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Le procès-verbal de l'audition, de la renonciation ou de la non-comparution comprend l'énumération de tous les actes de procédure requis par la loi et mentionne si chacun d'eux a été accompli".

Article 306.

Il serait souhaitable de préciser, en un alinéa 2, que :

"En ce cas, l'audition des témoins a lieu en présence de l'intéressé et, si ce dernier l'a demandé et si l'autorité disciplinaire y consent, publiquement".

Article 307.

Tel qu'il est rédigé, l'article 307, § 1er, semble impliquer que l'autorité disciplinaire a pu, dès la première audition, se former un jugement sur la sanction à infliger. Il est ainsi perdu de vue qu'après la première audition de l'intéressé, de nouveaux éléments peuvent surgir qui rendraient nécessaire une nouvelle audition de l'intéressé; dans ce cas, le délai de deux mois ne commencerait à courir que lorsque le procès-verbal de cette nouvelle audition aurait été clôturé.

Il convient que le texte du paragraphe 1er soit revu pour tenir compte de ces circonstances.

De plus, les mots "sans délai" ne s'accordent pas bien avec le contenu des dispositions en projet, en particulier avec le texte de l'article 305 qui prévoit que le procès-verbal de l'audition n'est pas établi dès le moment de celle-ci, mais quelques jours après, et que l'intéressé n'en aura connaissance que dans le délai prévu à l'article 305.

Dans ces conditions, il est impossible que l'autorité disciplinaire puisse prendre une décision sans délai.

Si l'auteur du projet entend donner une autre signification aux mots "sans délai", il conviendrait de préciser davantage son intention.

A l'article 307, § 1er, alinéa 2, il convient d'écrire :

"... l'autorité disciplinaire est réputée renoncer aux poursuites pour les faits mis à charge de l'intéressé".

Au paragraphe 2, il faut préciser que les membres des organes délibérants visés doivent être présents au cours de toute l'audition de l'intéressé.

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. La décision infligeant la peine disciplinaire est motivée en la forme".

Article 308.

Il y a lieu de se référer aux observations faites sous l'article 303, 6°.

Article 309.

Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 309. La décision motivée est notifiée ...".

Le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"A défaut de notification de la décision dans le délai de dix jours ouvrables, elle est réputée rapportée. Des poursuites disciplinaires pour les mêmes faits ne peuvent être engagées".

Quant au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il faut préciser dans l'exposé des motifs que, si la notification ne contient pas les mentions prévues par le texte, elle est incomplète avec pour seule conséquence que le délai du recours ne commence pas à courir.

Par ailleurs, cet alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"La notification de la décision fait mention des recours prévus par la loi et du délai dans lequel ceux-ci peuvent être exercés".

Article 310.

Dans le commentaire consacré à l'article 310, il y a une discordance entre le texte français parlant d'"autorité de tutelle", et le texte néerlandais, parlant de "tuchtoverheid".

Il convient de revoir le texte français dudit commentaire pour le mettre en accord avec le texte néerlandais en écrivant "autorité disciplinaire".

.../...

Article 311.

Le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, est rédigé de manière incomplète.

Pour le comprendre, il faut se référer à l'exposé des motifs qui indique que "la radiation est prononcée à la demande" de l'intéressé.

Cette précision doit être apportée dans le texte.

Par ailleurs, un pouvoir d'appréciation serait, selon le texte en projet, laissé à l'autorité disciplinaire; or suivant l'exposé des motifs, la radiation devrait être accordée, sauf circonstances exceptionnelles. Le texte doit traduire cette intention, en précisant ce qu'il faut entendre par "circonstances exceptionnelles".

De plus, le texte de ce paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, soulève la question de savoir quelle suite sera réservée à la personne qui a été admise à la pension. Il y a lieu de préciser dans l'exposé des motifs que cette personne a un intérêt moral à demander la radiation.

Chapitre VI.

Article 312.

Le chapitre VI en projet est intitulé : "Des compétences concurrentes". Il entend permettre à une autorité publique de se saisir d'une affaire disciplinaire qui a été close par une décision prise par une autre autorité également compétente. De cette manière, précise l'exposé des motifs, une "peine disciplinaire plus lourde" pourra être infligée, étant entendu que la première décision aura été "supprimée" suivant les termes de l'article 312, § 1er, alinéa 3, en projet (ou plus exactement "rapportée").

L'article 312 en projet appelle plusieurs observations.

D'abord, cette disposition, en son paragraphe 1er, alinéa 2, porte que "dans ce cas uniquement", le conseil communal peut "infliger une peine disciplinaire plus lourde". Les termes "dans ce cas uniquement" sont imprécis : visent-ils - ce qui irait de soi puisque c'est l'hypothèse d'application de l'article 312, § 1er - le cas "où tant le conseil communal que le collège des bourgmestre et échevins sont compétents" ? Ou bien - ce qui paraît plus vraisemblable - visent-ils le cas où le collège a pris une décision ("même après décision du collège") ? S'il faut répondre par l'affirmative à cette dernière question et si c'est bien dans le cas où le collège a prononcé une sanction disciplinaire que le conseil pourrait infliger une peine plus lourde, il s'ensuivrait, à contrario, que les dispositions en projet ne s'appliqueraient pas dans l'hypothèse où le collège aurait, se saisissant des poursuites, "relaxé" l'agent par une décision d'"acquittement", voire n'aurait, renonçant aux poursuites, ni examiné le cas, ni partant,

pris une décision quelconque. En tout état de cause, le texte est mal rédigé et devrait être revu pour exprimer les intentions de son auteur.

Mais se pose, plus fondamentalement, en une telle matière, la question de savoir si le principe "non bis in idem" est respecté.

La compétence du conseil communal de statuer en matière disciplinaire ne semble pas pouvoir être contestée, alors même que le collège des bourgmestre et échevins aurait déjà prononcé une sanction. En effet, dans la mesure où la première décision est "supprimée", la seconde ne semble pas s'exposer au reproche de méconnaître le principe "non bis in idem". Il est permis, cependant, de se demander si le même raisonnement peut être tenu à l'égard d'une décision du conseil qui condamnerait l'agent intéressé à une sanction disciplinaire, alors que la décision du collège l'aurait relaxé des poursuites. En pareille occurrence, il ne s'agirait pas seulement d'une réévaluation de la peine, pour une infraction dont l'existence et la gravité auraient déjà été constatées, mais d'une appréciation différente sur l'existence même de l'infraction. Il serait ainsi porté atteinte à la légitime confiance que l'agent poursuivi doit avoir dans les décisions de l'autorité disciplinaire; un tel système permettrait à une seconde procédure disciplinaire de se développer pour des faits qui auraient fait l'objet d'une première appréciation, et, à ce titre, s'inscrirait en violation de la règle "non bis in idem" qui est d'application en droit disciplinaire comme en droit pénal.

Au demeurant, l'hypothèse inverse est à envisager également : il se pourrait qu'amené à revoir la peine infligée par le collège et, partant, à refaire l'instruction, le conseil fût d'avis qu'une peine plus légère, voire un acquittement, doive être prononcé. L'auteur du projet, qui ne permet au conseil d'appliquer qu'une "peine plus lourde", ne s'explique pas sur l'exclusion de ladite hypothèse.

Le texte de l'article 312 en projet appelle une dernière observation fondamentale : s'il paraît concevable d'organiser un double examen de la validité des poursuites disciplinaires dans une même collectivité politique, à savoir la commune, à travers l'action de deux de ses organes - le conseil et le collège -, il ne convient pas d'instaurer la même procédure lorsque les autorités qui sont habilitées à agir relèvent de deux collectivités distinctes, à savoir la commune et la province. Agissant en ce domaine, le gouverneur de province exerce une compétence administrative qui peut s'apparenter à celle d'un contrôle de tutelle, entendu sensu lato. Si le souci de l'auteur du projet est tel, il convient qu'il organise, dans le respect des dispositions de la loi spéciale de réformes institutionnelles, un système de tutelle sur les communes qui ressortisse encore à sa compétence; dans ce système, il importerait que l'autorité de tutelle rapporte la décision qu'elle censure et la remplace par une autre.

Il suit de ce qui précède que le texte en projet doit être fondamentalement revu.

Chapitre VII.

Articles 313 à 318.

Selon l'article 313 en projet,

> "Si des indices sérieux font naître de fortes présomptions qu'un membre du personnel a commis une faute disciplinaire grave et que sa présence se révèle incompatible avec l'intérêt du service, la personne concernée peut être suspendue préventivement à titre de mesure d'ordre et dans l'attente du résultat de l'enquête disciplinaire ou pénale".

Cette disposition s'écarte des règles portées par l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la suspension des agents de l'Etat dans l'intérêt du service. En application de celles-ci, un agent de l'Etat peut être suspendu, tout en continuant à percevoir l'intégralité de son traitement, si l'intérêt du service le requiert. Pour que la suspension puisse s'accompagner d'une réduction de traitement, il faut, soit que l'agent fasse l'objet de poursuites pénales, soit qu'il fasse l'objet de poursuites disciplinaires "en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants". Quant à l'article 103 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, il permet la suspension d'un agent dans l'intérêt du service même s'il ne fait l'objet d'aucune poursuite disciplinaire ou pénale.

La comparaison du texte en projet avec ces différentes dispositions conduit à formuler plusieurs observations.

Tel qu'il est rédigé, l'article 313 en projet pourrait être compris comme excluant la suspension dans l'intérêt du service lorsque l'agent ne fait l'objet d'aucune poursuite. Une telle mesure, devant s'analyser comme une simple mesure d'ordre, ne relève pas du régime disciplinaire mais du statut administratif que les communes peuvent arrêter. Afin d'éviter toute méprise quant à la portée des dispositions en projet, il serait utile, à tout le moins, de compléter l'exposé des motifs sur ce point.

Il faut ensuite constater que le texte en projet subordonne la suspension simple à la réunion des mêmes conditions que la suspension avec retenue de traitement. On peut se demander sur quel motif légalement admissible l'autorité communale pourra se fonder pour décider que la suspension sera ou ne sera pas accompagnée d'une retenue de traitement.

Enfin, la formulation de l'article 3 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 (flagrant délit, indices probants) paraît plus rigoureuse que celle de l'article 313 en projet (indices sérieux faisant naître de fortes présomptions). La suspension préventive avec retenue de traitement étant une mesure particulièrement grave pour l'agent, il conviendrait que la disposition en projet soit rédigée de manière plus précise afin de permettre un contrôle juridictionnel efficace.

Par ailleurs, l'article 313 établit une sorte de présomption de culpabilité qui ne peut être admise. Si la culpabilité de l'agent a été établie et s'il peut être admis que, dans ce cas, des sanctions disciplinaires peuvent être

prises immédiatement, dans le cas contraire l'agent doit bénéficier de la présomption d'innocence qui constitue un élément fondamental de notre système juridique.

Le respect de cette dernière exigence requiert que le projet soit fondamentalement revu sur les points ci-après.

Suivant l'article 314, § 1er, alinéa 1er, en projet, la même autorité, composée de la même façon, est compétente pour prononcer la suspension préventive et la mesure disciplinaire. Or, dans la procédure prévue, la suspension préventive ne peut être prononcée qu'à l'issue de débats qui porteront essentiellement sur le fond de l'affaire. Il est, dès lors, plus que vraisemblable que la conviction de l'autorité disciplinaire sera acquise avant même que se déroule la procédure disciplinaire proprement dite, alors que "la présomption d'innocence commande que le juge forme sa conviction le plus tard possible, qu'il aborde le dernier acte du drame - celui qui est réservé à la défense - sans préjugé, l'esprit ouvert à toutes les solutions" (1).

De plus, le conseil communal qui aura déjà statué sur les éléments essentiels de la cause ne pourra plus être regardé comme étant une autorité présentant toutes les garanties d'impartialité requises lorsqu'il se prononcera sur le dossier complet.

---

(1) Maurice CORNIL, note sous Cass. 6 juin 1962, J.T. 1963, p. 314.

Il convient de rappeler à cet égard que "le principe général de droit "nemo judex in causa sua" ou le principe général de droit, plus large, exprimé dans les adages "Justice should not only be done, but should also be seen to be done" et "likehood of bias" (apparence de partialité) doivent être appliqués en matière administrative, du moins dans la mesure où cela se concilie avec la nature spécifique de l'administration active; ces principes ne visent pas le cas de partialité établie ("actual bias"); ils ont pour but d'écarter également l'apparence de partialité du juge et de l'administration; le moyen pris d'un manquement à cette exigence est d'ordre public" (1).

Enfin, la présomption d'innocence est difficilement compatible avec la possibilité qu'aurait l'autorité communale de priver l'agent de la moitié de son traitement. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas, en effet, quel serait le motif, répondant au critère de proportionnalité, qui pourrait justifier qu'une mesure de cette gravité soit appliquée à un agent qui est censé, jusqu'au prononcé d'une éventuelle sanction disciplinaire, n'avoir commis aucun manquement répréhensible.

\+

\+ \+

(1) Conseil d'Etat, arrêt THYS du 28 janvier 1986, et obs. D. LAGASSE, J.T. 1989, p. 307; Conseil d'Etat, arrêt JACQUART du 15 septembre 1987.

C'est à juste titre que l'article 315 en projet prévoit qu'à l'expiration d'un délai de quatre mois, la suspension doit être prorogée. Le texte doit préciser que la prorogation ne peut être décidée que moyennant le respect des droits de la défense.

Article 319.

Cet article doit être omis; il prive, en effet, l'agent du droit de défense et du droit de recours, que le projet lui garantit dans les autres dispositions; en outre, il implique un préjugé quant à la sanction; par ailleurs, le texte exclut, pour l'intéressé, la faculté de donner volontairement sa démission; or la démission a, pour lui, des effets plus favorables que la destitution prévue par la disposition en projet qui assimile celle-ci, sur le plan des effets, à une révocation.

L'intitulé du chapitre IX doit être rédigé comme suit :

"De la prescription de l'action disciplinaire".

Article 320.

L'article 320, alinéa 2, dans la mesure où il prévoit que le délai de prescription

> "prend cours le jour où l'autorité judiciaire informe l'autorité disciplinaire de la fin de la procédure pénale",

est critiquable. En effet, il peut arriver que l'autorité judiciaire n'informe pas l'autorité disciplinaire de la suite donnée aux poursuites; dans cette hypothèse, le point de départ du délai resterait indéterminable.

Le point de départ de la prescription prévue à l'article 320, alinéa 1er, est particulièrement imprécis lorsqu'il s'agit de faits disciplinaires de nature complexe ou successifs, de telle manière que celui qui est poursuivi est dans l'impossibilité de déterminer si l'action disciplinaire est prescrite ou non.

Il faut que l'auteur du projet précise, mieux qu'il ne l'a fait, le point de départ du délai.

Article 2.

1° à 4°.

L'article 3 du projet abroge les articles 36 et 37.

Ne subsisteront plus dans la nouvelle loi communale, sous l'intitulé "D. De la discipline", que les articles 38 à 41 que modifient, par ailleurs, les 1° à 4° de l'article 2 du projet.

Toutefois, les modifications ainsi apportées à ces dispositions sont d'une portée différente selon qu'elles visent l'article 39, d'une part, et les articles 40 et 41, d'autre part.

En effet, les modifications aux articles 40 et 41 tendent, logiquement, à limiter l'application de ces articles à l'hypothèse où le secrétaire fait l'objet de poursuites pour violation de l'interdiction portée par l'article 27, violation qui, en vertu de l'article 38 modifié, peut faire l'objet d'une sanction disciplinaire. Par contre, les modifications apportées à l'article 39 sont telles que cet article serait applicable à toute mesure disciplinaire et pas seulement à celle prononcée en vertu de l'article 38. Or le secrétaire figure au nombre des agents visés au titre XIV que la loi en projet tend à introduire dans la nouvelle loi communale, et notamment à l'article 287 du projet.

Il suit de ce qui précède qu'il n'y a pas lieu de modifier, à l'article 2 du projet, l'article 39 de la nouvelle loi communale, mais au contraire, à l'article 3, de l'abroger.

Par ailleurs, l'intitulé "D. De la discipline" de la sous-section 2 de la nouvelle loi communale, devrait être modifié pour indiquer qu'il ne traite plus de l'ensemble de la discipline applicable au secrétaire, mais seulement de "la sanction de l'interdiction portée par l'article 27".

Au 5°, il y a lieu d'écrire :

"5° à l'article 40, § 1er, remplacé par l'arrêté royal du 30 mai 1989, les mots ...".

Au 6°, il y a lieu d'écrire :

"6° à l'article 41, remplacé par l'arrêté royal du 30 mai 1989, les mots ...".

Au 8°, il y a lieu d'écrire :

"8° à l'article 68, § 2, alinéa 1er, et § 3, alinéa 1er, remplacé par l'arrêté royal du 30 mai 1989 ...".

Au 10°, les mots "et de mesures disciplinaires" doivent être remplacés par les mots "et de poursuites disciplinaires".

Entre les 11° et 12°, il faut prévoir un texte (12° et 13°) qui modifie, d'une part, l'article 143 et, d'autre part, les articles 150 à 152 de la nouvelle loi communale, pour tenir compte de l'observation générale I.

Au 12°, devenant 14°, l'usage recommande d'écrire : "... est remplacé par l'alinéa suivant :".

Les 13° et 14° doivent devenir 15° et 16°.

Article 3.

Au 1°, il faut écrire :

"1° les articles 36, 37 et 39 modifiés par l'arrêté royal du 30 mai 1989;".

Au 2°, il faut aussi mentionner la modification apportée par l'arrêté royal du 30 mai 1989.

Le 4° doit être omis pour tenir compte de l'observation générale I.

Le 6°, devenant le 5°, devrait être scindé en deux dispositions rédigées comme suit :

"5° les articles 196, 197 et 200 modifiés par l'arrêté royal du 30 mai 1989;

6° les articles 198 et 199;".

Le 8° devrait être scindé en deux dispositions et rédigées comme suit :

"8° les articles 210, 211 et 214;

9° les articles 212 et 213 modifiés par l'arrêté royal du 30 mai 1989;".

Le 9° devient le 10°.

Article 4.

L'article 4 doit être rédigé en tenant compte de l'observation générale I, concernant l'intitulé du chapitre IV du titre III et l'insertion, dans ce titre, d'un chapitre IVbis. Au demeurant, cet article modifie la nouvelle loi communale, il trouverait mieux sa place dans l'article 2 de la loi en projet (entre les points 11 et 12).

Article 6.

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire : "au cours duquel elle aura été publiée ...".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. De steller van het ontwerp wil de tekst van toepassing maken op heel het gemeentepersoneel, met inbegrip van het tijdelijk personeel en met uitzondering van het personeel dat in dienst is genomen bij een arbeidsovereenkomst (voor bedienden of voor werklieden).

Op die laatsten zijn immers alle bepalingen van het arbeidsrecht, met inbegrip van die betreffende de diverse contractuele stelsels, volledig van toepassing.

Hetzelfde onderscheid moet evenwel worden gemaakt voor de brandweerlieden (1).

Bovendien heeft de gemachtigde van de minister bevestigend geantwoord op de vraag of de tuchtregeling waarin de ontworpen tekst voorziet, ook toepasselijk is op het personeel van de burgerlijke stand bedoeld in artikel 154 van de nieuwe gemeentewet.

Al die nadere bepalingen zouden in het bepalend gedeelte van de ontworpen tekst moeten staan.

Wat het onderwijzend personeel betreft, bepaalt de memorie van toelichting (2) dat het buiten de toepassing van de bepalingen van het ontwerp valt, aangezien het statuut

---

(1) Zie inzonderheid vraag nr. 45, De Groot, 15 april 1988, Vragen en antwoorden, Buitengewone zitting, 1988, nr. 10, blz. 741.

(2) Bladzijde 2, punt 2, derde lid.

van de personeelsleden van de verschillende onderwijsnetten, met uitzondering van de pensioenregeling, thans tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoort (1).

Maar in afwachting dat de decreetgever van die bevoegdheid gebruik maakt, blijven de bestaande wetsbepalingen van toepassing. Dat is inzonderheid het geval met de artikelen 150 en 152 van de nieuwe gemeentewet (2).

Het gaat dus niet aan dat de artikelen 150 tot 152 van de nieuwe gemeentewet zonder meer worden opgeheven, zoals artikel 3, 4°, van het ontwerp doet. Die artikelen moeten integendeel behouden blijven maar - net zoals het opschrift van hoofdstuk IV van titel III - worden aangepast om ze uitsluitend toepasselijk te verklaren op de leden van het gemeentelijk onderwijzend personeel. Daartoe zou het opschrift van dat hoofdstuk IV als volgt moeten luiden : "Tucht van het onderwijzend personeel"; bovendien zou een hoofdstuk IVbis, met als opschrift "Verbodsbepalingen" en bestaande uit artikel 153, moeten worden ingevoegd; in de tekst van artikel 150 zouden de woorden "de door de gemeente

---

(1) Grondwet, artikelen 17, § 5, en 59bis, § 2, 2°.

(2) De wetgever heeft de aangelegenheid met name anders geregeld voor het personeel van het lager onderwijs, in de wetten op het lager onderwijs (artikelen 74 tot 76 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 houdende coördinatie van de wetten op het lager onderwijs). Daarom bepaalt artikel 143 van de nieuwe gemeentewet trouwens dat de hoofdstukken II tot IV en hoofdstuk VI van titel III, en bijgevolg de artikelen 150 tot 152 van die wet, niet toepasselijk zijn op de onderwijzers.

bezoldigde beambten" moeten worden vervangen door de woorden : "de leden van het onderwijzend personeel"; in artikel 151 zouden deze laatste woorden in de plaats moeten komen van de woorden "de gemeentebeambten, met uitzondering van de secretaris en van de ontvanger"; ten slotte moeten in artikel 152 de woorden "de gemeenteambtenaren en -bedienden" door diezelfde woorden worden vervangen, moeten de woorden "een bediende" worden vervangen door de woorden "een lid van het onderwijzend personeel" en moet in datzelfde artikel 152, eerste lid, worden geschreven : "Elke krachtens de artikelen 150 en 151 uitgesproken schorsing".

Bovendien zou het wenselijk zijn dat artikel 143, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet werd aangepast zodat het niet meer alleen op de onderwijzers doelt, omdat enerzijds de artikelen 74 tot 76 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1957, ook toepasselijk zijn op de leden van het personeel der gemeentelijke bewaarscholen en scholen voor volwassenen, alsmede op de bijzondere leermeesters der lagere gemeentescholen (artikel 74, § 6, van die gecoördineerde wetten) en anderzijds de artikelen 150 tot 152 slechts in stand moeten worden gehouden in zoverre de decreetgever de tuchtregeling van de leden van het gemeentelijk onderwijzend personeel niet heeft vastgesteld.

II. De ontworpen wet heeft tot doel "de tuchtrechtelijk vervolgde ambtenaar zoveel mogelijk dezelfde waarborgen te bieden als een strafrechtelijk vervolgd persoon" (memorie van toelichting, blz. 4). Meer algemeen wordt in de ontworpen wet geprobeerd de erin aanbevolen op-

lossingen - wanneer in de ontworpen wet een lijst wordt opgemaakt van overtredingen en straffen of wanneer er procedureregels in worden voorgeschreven - af te stemmen op de oplossingen die in strafzaken de overhand hebben.

Het is zeker niet aangewezen om het tuchtrecht (in het bijzonder dat voor het openbaar ambt) tegenover het strafrecht te stellen; ze behoren beide tot een zelfde categorie, die van het repressief recht. Zoals professor Marcel Waline schrijft : "le droit disciplinaire est de la même famille que le droit pénal en ce sens que tous deux ont pour fonction de faire respecter les normes d'un groupe social par des procédés de répression et d'intimidation, tout à la fois" (1).

De opvallendste ontwikkelingen van het tuchtrecht in deze tijd zijn er dus op gericht de tuchtrechtelijke procedures zoveel mogelijk te laten gelijklopen met de strafrechtelijke (2). In de administratieve rechtspraak wordt hetzelfde doel nagestreefd (3).

---

(1) M. WALINE, Traité élémentaire de droit administratif, Parijs, Sirey, 1951, blz. 347, geciteerd door F. DELPEREE, L'élaboration du droit disciplinaire de la fonction publique, Parijs, L.G.D.J., 1969, blz. 42.

(2) C. CAMBIER, "Rapport général" in L'exercice de l'action disciplinaire dans les administrations centrales des pays du Marché commun, Brussel, Larcier, 1965, blz. 177 e.v.; van dezelfde auteur, Droit administratif, Brussel, Larcier, 1968.

(3) J.-C. GEUS, "Le respect des droits de la défense en matière disciplinaire : évolutions récentes du contrôle exercé par le Conseil d'Etat", Administration publique, 1989, deel 2, blz. 61 e.v.

Hoewel de bedoelingen van de steller van het ontwerp niet vatbaar zijn voor kritiek, is er niet altijd op de juiste wijze gestalte aan gegeven en soms lopen ze - door het streven om de strafrechtelijke en de tuchtrechtelijke procedures al te zeer te laten gelijklopen - zelfs uit op incoherente oplossingen, bijvoorbeeld op het gebied van de procedure.

Ook al kan het aangewezen zijn om het tuchtrecht van het openbaar ambt af te stemmen op het strafrecht, toch kunnen de begrippen en de procedures van dat strafrecht niet zonder meer in tuchtzaken worden toegepast. Men moet zich er in het bijzonder voor hoeden termen, zoals recidive (het ontworpen artikel 311, § 4), te hanteren, die in de strafrechtelijke taal een welbepaalde betekenis (1) hebben gekregen maar die hier in hun gewone betekenis zouden worden gebruikt. In het strafrecht is er zorg voor gedragen de rechtsregeling voor de herhaling nauwkeurig vast te leggen : het schrijft inzonderheid voor dat de eerste veroordeling door een Belgische rechtbank is uitgesproken, dat ze definitief is en dat er een straf op staat in de zin van het strafrecht; een tuchtrechtelijke veroordeling, een veiligheidsmaatregel, een politietransactie komen niet in aanmerking. In de ontworpen bepalingen worden die voorschriften echter niet vermeld. Als zodanig is het een bedrieglijke analogie en moet de term "recidive" vervallen.

---

(1) Zoals professor R. LEGROS erop wijst (Droit pénal, Deel II, Brussel, P.U.B., 1982-1983, 7e uitgave, blz. 338 tot 345) : "La récidive est la perpétration d'une nouvelle infraction après une condamnation définitive, dans les cas prévus par la loi" (zie de artikelen 54 e.v. van het Strafwetboek).

De ontworpen wet wil bovendien in een artikel 300 de "strafbare feiten" bepalen, dat wil zeggen de tuchtrechtelijke overtredingen die volgens de bedoelingen van de steller van de tekst de enige zijn waarop een sanctie kan worden gesteld.

De bepaling is vatbaar voor tweeërlei kritiek van fundamentele aard. Enerzijds wordt gebruik gemaakt van strafbaarstellingen die zo ruim en vaag zijn dat ze geen enkele vergelijking kunnen doorstaan met die welke in het strafrecht gebruikelijk zijn en ze het beoogde doel niet kunnen bereiken. Anderzijds laat de bepaling uitschijnen dat tuchtstraffen slechts kunnen worden uitgesproken wegens een van de drie punten van overtreding bedoeld in het ontworpen artikel 300, terwijl duidelijk blijkt dat feiten die een strafbaar feit uitmaken, en die bijvoorbeeld tijdens de uitoefening van het ambt zijn begaan, ook een reden zullen zijn tot het instellen van een tuchtvordering, ook al zijn ze niet opgenomen in de limitatieve lijst van artikel 300.

De genoemde bepaling moet vervallen omdat ze van die aard is dat ze zowel bij de openbare overheid als bij het gemeentepersoneel verwarring kan doen ontstaan omtrent hun respectieve rechten en verplichtingen. Of anders moet ze grondig worden herzien om te voldoen aan de voorwaarden inzake nauwkeurigheid en zekerheid die zowel in het tuchtrecht als in het strafrecht vereist zijn voor het bepalen van de strafbare feiten.

III. Lang niet alle aspecten van de tuchtprocedure zijn geregeld en kunnen dat trouwens ook niet zijn in de bepalingen van de ontworpen wet, gelet op de bevoegdheidsverdeling die het gevolg is van de institutionele hervormingen.

Wat met name de tuchtregeling van het personeel van de gemeentepolitie betreft, volgt uit de gedeeltelijke vernietiging van de artikelen 178, § 1, vierde lid, 178, § 2, derde lid, 187, § 4, 188, derde lid, die het Arbitragehof in zijn arrest nr. 73 van 22 december 1988 heeft uitgesproken (1), dat in het Vlaamse Gewest en in het Waalse Gewest, met uitzondering van de gemeenten opgesomd in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken :

- voor de hoofdcommissarissen van politie, de commissarissen van politie, de adjunct-commissarissen van politie, de brigadecommissarissen, de hoofdveldwachters en de enige veldwachters, de Koning bevoegd blijft om kennis te nemen van de beroepen tegen de beslissingen in tuchtzaken die de provinciegouverneur tegen die personeelsleden heeft genomen. Hij is niet meer bevoegd om in de beoordeling te treden van de door de burgemeester genomen beslissingen in tuchtzaken;

---

(1) Belgisch Staatsblad, 31 december 1988, blz. 18.233.

- voor de "andere leden" van de stedelijke politie en de "andere leden" van de landelijke politie, de beroepen tegen de beslissingen in tuchtzaken die ofwel door de gemeenteraad ofwel door de burgemeester zijn genomen, niet meer tot de bevoegdheid van de provinciegouverneur behoren.

De lering die uit dat arrest kan worden getrokken in verband met de territoriale werkingssfeer van de artikelen 178, § 1, vierde lid, 178, § 2, derde lid, 180, derde lid, 187, § 4, 188, derde lid, van de gemeentewet, is sinds 1 januari 1989 (datum van inwerkingtreding van de wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 7) de volgende :

"- de artikelen 178, § 1, vierde lid, 178, derde lid, 180, derde lid, 187, § 4, 188, derde lid, van de gemeentewet blijven zonder enige beperking van toepassing in de gemeenten van het Duitse taalgebied;

- voor de gemeenten van het Vlaamse Gewest en van het Waalse Gewest, met uitzondering van die welke gelegen zijn in het Duitse taalgebied (1) en met uitzondering van de gemeenten opgesomd in artikel 7 van de wetten op het gebruik

---

(1) Terwijl die bepalingen tot 31 december 1988 volledig toepasselijk waren in de gemeenten opgesomd in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en van de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, kunnen de vernietigde bepalingen niet worden toegepast; het is de taak van het Vlaamse en het Waalse Gewest om het toezicht over de gemeenten van hun respectieve grondgebied, met uitzondering van de bovenvermelde gemeenten, te organiseren en uit te oefenen;

- voor de gemeenten opgesomd in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en voor de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, zijn die artikelen van toepassing onder het volgende voorbehoud : het is niet meer aan de Koning maar aan de Vlaamse Gewestexecutieve, voor Voeren, en aan de Waalse Executieve, voor Komen-Waasten, om dat toezicht uit te oefenen" (1).

Artikel 42 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 houdende organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en op de intercommunales van het Waalse Gewest (2) voorziet in het Waalse Gewest in de juridische leemte die is ontstaan door de gedeeltelijke vernietiging van de bovenvermelde artikelen van de gemeentewet.

---

(1) BATSELE, D., La loi du 11 février 1986 sur la police communale, Brussel, Nemesis, 1989.

(2) Belgisch Staatsblad, 8 september 1989.

Dat artikel 42 bepaalt het volgende in het tweede lid :

"De beroepen ingesteld op basis van de artikelen 178, § 1, 178, § 2, derde lid, 180, derde lid, 187, § 4, en 188, derde lid, van de gemeentewet van 30 maart 1836 waarover geen definitieve administratieve of rechtsbeslissing werd uitgesproken, worden voor de bestendige deputatie van de provincieraad gebracht" (1).

Het decreet van de Vlaamse Gewestraad van 10 mei 1989 houdende regeling, voor het Vlaamse Gewest, van het administratief toezicht betreffende sommige tuchtmaatregelen getroffen ten aanzien van de leden van de gemeentepolitie (B.S. 3 juni 1989) lost dezelfde kwestie op voor het Vlaamse Gewest.

De nieuwe gemeentewet heeft in de artikelen 150, 196, 197 en 200 de kwestie geregeld van het toezicht over de gemeenten opgesomd in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en over de gemeenten Komen-Waasten en Voeren.

De desbetreffende bepalingen zijn zo overgenomen in het ontworpen bepalend gedeelte.

---

(1) Zie het advies van de Raad van State, Gedr. St. Waalse Gewestraad, gewone zitting, 1988-1989, nr. 14/1, blz. 29. Zie ook de arresten GREGOIRE, nr. 34.820 en ENGLEBERT, nr. 34.819.

Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zal de kwestie moeten worden opgelost met een ordonnantie van de Raad.

In afwachting daarvan blijft artikel 56 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten van toepassing en worden de bevoegdheden die door die bepaling aan de Koning worden verleend, door de Gewestexecutieve uitgeoefend.

Men kan gemakkelijk vaststellen dat de bevoegdheid van de nationale wetgever in elk geval beperkt wordt door de institutionele regeling van de bevoegdheidsverdeling (1).

IV. Het is wenselijk dat de steller van het ontwerp eenheid brengt in de omvang van de tuchtstraffen die tot op heden, hoofdzakelijk om historische redenen varieert naargelang van de categorieën van personeel waarvoor die omvang wordt bepaald.

V. De indeling in hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen lijkt wel homogeen te zijn. Toch kan het bijvoorbeeld verbazing wekken dat de definitie van de

---

(1) Zie het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, [nr. 17.522/2], van 27 april 1987 over het ontwerp van koninklijk besluit "houdende coördinatie van de gemeentewet van 30 maart 1836 en van de wet van 11 februari 1986 op de gemeentepolitie", blz. 8.

strafbare feiten (hoofdstuk III) pas na het hoofdstuk betreffende de tuchtmaatregelen en dat betreffende de bevoegde overheden in tuchtzaken komt.

De gemachtigde van de minister gaat akkoord met het voorstel om hoofdstuk III (artikel 300) te verplaatsen naar het begin van titel XIV. Andere soortgelijke opmerkingen zullen worden gemaakt bij de bewuste artikelen zelf.

VI. Er is geen reden om een artikel in paragrafen in te delen als geen daarvan niet ten minste twee leden telt. De opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 301, 303 en 318.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het gaat hier om een ontwerp van wet die de nieuwe gemeentewet aanvult en die niet het "tuchtrechterlijk statuut" van alle leden van het gemeentepersoneel vastlegt, maar een tuchtregeling die van toepassing is op dat personeel met uitsluiting van bepaalde categorieën van personeelsleden; het zou dan ook beter zijn te schrijven :

"Wet tot wijziging van de nieuwe gemeentewet wat de tuchtregeling betreft".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Voor het redigeren van artikel 1 betreffende titel XIV dient rekening te worden gehouden met de opmerkingen over het opschrift.

Men schrijve dus :

"Artikel 1. Een nieuwe titel XIV, met als opschrift "Tuchtregeling" en bestaande uit de artikelen 281 tot ... wordt aan de nieuwe gemeentewet toegevoegd".

Omdat het woord "maatregelen" zo vaag is, moet het in het opschrift van hoofdstuk I en in het ontworpen artikel 281 worden vervangen door het woord "straffen". Deze opmerking geldt ook voor de andere bepalingen van het ontwerp waar het woord "tuchtmaatregel" wordt gebruikt.

Artikel 282.

Zoals het ontworpen artikel 282, derde lid, geredigeerd is, zou het kunnen doen geloven dat het personeelslid op wie de inhouding van wedde bij wijze van straf wordt toegepast en dat geen ander inkomen heeft dan zijn wedde, niet in aanmerking zou komen voor het bestaansminimum waarin de ontworpen tekst voorziet.

.../...

Het verdient de voorkeur om het derde lid als volgt te redigeren :

"De gemeente garandeert aan de betrokkene een nettowedde ... bestaansminimum zoals dat wordt vastgesteld krachtens de wet van 7 augustus 1974 (II) tot instelling van het recht op een bestaansminimum".

Het vierde lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"In geval van deeltijdse prestaties wordt dat bedrag evenredig met de omvang van de prestaties beperkt".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 283, § 2, derde lid.

Artikel 283.

Om elke verwarring van de schorsing bepaald in artikel 283 en de schorsing bij wijze van ordemaatregel bepaald in artikel 285 te voorkomen zou het beter zijn in artikel 283, § 1, te schrijven :

"Art. 283, § 1. De schorsing bij wijze van straf wordt uitgesproken ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 283, § 2, eerste lid.

.../...

Bij artikel 283, § 2, tweede lid, wordt dezelfde opmerking gemaakt als bij artikel 282, derde lid.

Artikel 284.

Zoals deze bepaling geredigeerd is, houdt ze in dat de terugzetting in graad bij wijze van tuchtstraf, van toepassing is op heel het personeel van de gemeente. De steller van het ontwerp heeft duidelijk vergeten bepaalde categorieën van personeel, waarop de terugzetting in graad in geen geval kan worden toegepast, uit te sluiten.

De terugzetting in graad van de gemeentesecretaris (en van de adjunct-secretaris) (artikelen 23 tot 49 van de nieuwe gemeentewet), van de gemeenteontvanger en van de gewestelijke ontvanger (artikelen 52 tot 70) is niet mogelijk omdat de graden van die ambtenaren uniek zijn; ze maken geen deel uit van enige hiërarchie.

De terugzetting in graad is evenmin denkbaar voor de commissaris van politie (of voor de hoofdcommissaris van politie), die worden benoemd en afgezet door de Koning (artikelen 191, 192, 196 en 198 van de nieuwe gemeentewet).

Om dezelfde reden is de terugzetting in graad ook niet mogelijk voor de leden van het gemeentepersoneel die door de provinciegouverneur worden benoemd. De adjunct-commissarissen van politie, de hoofdveldwachters, de enige veldwachters en de brigadecommissarissen moeten dus worden

.../...

uitgezonderd van de "agenten van de gemeentepolitie" op wie de terugzetting in graad bij wijze van straf kan worden toegepast.

De regeling van de tuchtstraffen is voor het geheel van de categorieën van personeelsleden die moeten worden uitgezonderd, op die manier trouwens strenger dan voor de andere leden van het gemeentepersoneel op wie alle vastgestelde straffen kunnen worden toegepast.

Het is nodig dat artikel 284 ter wille van de logica en de duidelijkheid de gevallen vermeldt waarin de terugzetting in graad bij wijze van straf geen toepassing kan vinden.

Het tweede lid moet worden herschreven zonder gebruik te maken van de uitdrukking "betrokken personeelsformatie", die in strijd lijkt met de bedoelingen die in de memorie van toelichting te kennen zijn gegeven (blz. 9).

In plaats van "personeelsformatie" moeten de woorden "hiërarchische rangschikking van de graden" worden gebruikt.

Artikel 285.

Dit artikel staat niet op zijn plaats. Het zou logischer zijn het na artikel 318 in te voegen.

.../...

De bepaling is bovendien erg beknopt en voorziet niet in de gevallen die zich kunnen voordoen :

- dat waarin de tuchtstraf gepaard gaat met verlies van wedde waarvan de duur niet samenvalt met die van de preventieve schorsing zonder verlies van wedde;

- dat waarin de tuchtstraf minder streng is dan de preventieve schorsing.

Ten slotte is het artikel slecht geredigeerd doordat het gebruik maakt van twee volkomen verschillende maatregelen, namelijk de tuchtmaatregel en de ordemaatregel.

Gelet op de bovenstaande opmerkingen moet het ontworpen artikel 285 worden herzien.

Artikel 286.

Volgens de verstrekte uitleg is het de bedoeling van de steller van het ontwerp dat de gemeenteraad kan ingrijpen wanneer het college een straf uitspreekt die te licht wordt bevonden. Het woord "onverminderd" kan alleen maar verwarring stichten. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het moet vervallen.

Bovendien is het wenselijk dat de steller van het ontwerp in paragraaf 1 voorziet in een tweede lid, waarin

.../...

het doel van het a posteriori ingrijpen van de gemeenteraad concreter wordt gesteld.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De gemeenteraad kan in voorkomend geval de tuchtstraf die is uitgesproken door het college van burgemeester en schepenen met toepassing van artikel 287 of door de burgemeester met toepassing van de artikelen 288, § 4, 289, § 2, 291, 294, § 2, en 295, § 1, tweede lid, verzwaren".

Artikel 287.

Om de terminologie van artikel 287 af te stemmen op die van artikel 286, § 1, zou het ontworpen artikel 287 beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 287. Het college van burgemeester en schepenen kan aan de door de gemeente bezoldigde beambten de tuchtstraffen waarschuwing, berisping, inhouding van wedde en schorsing opleggen voor een termijn van ten hoogste zes weken.

Het eerste lid is niet van toepassing op de secretaris, de adjunct-secretaris, de plaatselijke ontvanger en de bijzondere rekenplichtige".

Aan die opsomming moeten de specifieke personeelscategorieën worden toegevoegd waarvoor andere overheden be-

.../...

voegd zijn, bijvoorbeeld het politiepersoneel en de personeelsleden van de burgerlijke stand bedoeld in het ontworpen artikel 298.

Artikel 288.

In paragraaf 2 schrijve men :

"... de tuchtstraffen waarschuwing, berisping, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 4 en voor de overige artikelen waar die opsomming wordt gebruikt.

Paragraaf 3 is nieuw waar hij bepaalt : "Vooraleer de Koning en de provinciegouverneur een tuchtmaatregel opleggen, brengen zij de burgemeester van hun voornemen op de hoogte, behoudens in met redenen omklede hoogdringende gevallen".

Er moet, op zijn minst in de memorie van toelichting, worden aangegeven of dat vormvereiste, dat aan de beslissing voorafgaat, moet worden beschouwd als een substantieel vormvereiste of niet.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 289, § 1.

Paragraaf 5 zou beter vóór paragraaf 4 komen, aangezien hij handelt over het beroep dat kan worden inge-

steld tegen de beslissing van de provinciegouverneur of van de Koning.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 3 van artikel 289 : deze paragraaf moet vóór paragraaf 2 komen.

Artikel 290.

Het woord "tuchtstatuut" dient te worden vervangen door het woord "tuchtregeling".

Artikel 291.

Voor dit artikel gelden dezelfde opmerkingen als die welke bij het ontworpen artikel 288 zijn gemaakt.

Artikel 293.

Dit artikel is gebaseerd op de redactie van artikel 210 van de nieuwe gemeentewet.

De steller van het ontwerp heeft evenwel onopzettelijk vergeten artikel 210, derde lid, over te nemen dat als volgt luidt :

> "De betrokkene kan bij de Koning beroep instellen tegen de beslissing van de gouverneur binnen de veertien dagen vanaf de hem gedane betekening".

.../...

Het ontworpen artikel 293 moet dus worden aangevuld.

Artikel 294.

Bij de paragrafen 1, tweede lid, en 2, tweede lid, van dat artikel is de opmerking te maken die gemaakt is bij het ontworpen artikel 288, § 3.

Artikel 295.

Bij dat artikel zijn dezelfde opmerkingen te maken als die welke gemaakt zijn bij het ontworpen artikel 288.

Artikel 296.

Dat artikel moet ingevoegd worden in artikel 208 in de volgende redactie :

"Op verzoek van de bevoegde tuchtoverheden stelt hij een ... (voorts zoals in artikel 208 van de wet)".

.../...

Artikel 297.

Het zou verkieslijk zijn in het tweede lid van dat artikel op te sommen welke leden van de landelijke politie bedoeld worden, in plaats van te werken met een negatieve verwijzing naar artikel 202.

Artikel 300.

Er zij verwezen naar de algemene opmerkingen II en V.

Artikel 301.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 301. Geen enkele tuchtstraf mag worden opgelegd dan nadat het personeelslid in zijn middelen van verdediging gehoord is over alle feiten die hem ten laste gelegd worden door de overheid die haar uitspreekt.

Is die overheid de Koning, dan wordt de hoorzitting gehouden door de Minister van Binnenlandse Zaken of diens gemachtigde.

Tijdens het verloop van de procedure mag de betrokkene zich laten bijstaan ... (voorts zoals in paragraaf 2 van het ontwerp)".

.../...

Artikel 303.

Uit de tekst zou moeten blijken dat niet alleen het verhoor van degene die tuchtrechtelijk wordt vervolgd openbaar zou kunnen zijn, maar eveneens dat van de getuigen. De bepaling onder 7° van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou kunnen worden aangevuld als volgt : "... alsmede de openbaarheid van dat verhoor".

Er is een gebrek aan overeenstemming tussen artikel 303, § 2 (dat tweede lid wordt), 6°, dat bepaalt dat de betrokkene het recht heeft de openbaarheid van de zitting te vragen, en artikel 308 dat bepaalt dat "de hoorzitting in het openbaar (wordt) gehouden, indien de betrokkene hierom verzoekt". De tekst van artikel 308 is dus restrictiever dan die van artikel 303, dat doelt op de "zitting" tijdens welke een onderzoek wordt ingesteld naar de zaak in haar geheel. Is zo'n verschil in redactie gewild, dan zou de steller van het ontwerp daarover uitleg moeten verschaffen in de memorie van toelichting.

Artikel 304.

De betrokkene en zijn verdediger moeten het tuchtdossier kunnen raadplegen gedurende de ganse periode die ligt tussen de oproeping voor de tuchtoverheid en de dag vóór de dag van verschijning.

Artikel 304 moet in die zin worden herzien.

.../...

Artikel 305.

- Eerste lid -

De termijn bepaald in artikel 305, eerste lid, zou niet alleen toepassing moeten vinden op het opmaken van het proces-verbaal, maar ook op de mededeling van dat proces-verbaal aan de betrokkene. Overigens kan men zich afvragen of de termijn van vijftien dagen niet te lang is en of hij niet zou moeten worden teruggebracht tot acht dagen.

- Tweede lid -

Zoals artikel 305, tweede lid, geredigeerd is geeft het niet volledig de bedoelingen weer die te kennen gegeven worden in de memorie van toelichting en, inzonderheid, in de commentaar bij dat artikel, waar te lezen staat :

> "Om het bewijs te leveren dat het proces-verbaal een getrouwe weergave is van de verklaringen van betrokkene moet het worden voorgelezen en ondertekend door betrokkene. Bij de ondertekening kan hij een voorbehoud formuleren. Indien hij weigert te ondertekenen moet daarvan melding worden gemaakt".

Het tweede lid moet bijgevolg herschreven worden.

.../...

- Vierde lid -

Het vierde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het proces-verbaal van de hoorzitting, van de afstand of van het niet-verschijnen bevat de opsomming van alle door de wet vereiste procedurehandelingen en vermeldt bij elke handeling of ze verricht is".

Artikel 306.

Het zou wenselijk zijn in een tweede lid de volgende precisering aan te brengen :

"In dat geval heeft het verhoor van de getuigen plaats in aanwezigheid van de betrokkene en, op diens verzoek en met instemming van de tuchtoverheid, in het openbaar".

Artikel 307.

Zoals artikel 307, § 1, geredigeerd is, schijnt het te impliceren dat de tuchtoverheid zich vanaf de eerste hoorzitting een oordeel heeft kunnen vormen over de op te

.../...

leggen straf. Aldus wordt uit het oog verloren dat na het eerste verhoor van de betrokkene nieuwe gegevens aan het licht kunnen komen ten gevolge waarvan de betrokkene opnieuw zou moeten worden gehoord; in dat geval zou de termijn van twee maanden eerst beginnen te lopen wanneer het proces-verbaal van die nieuwe hoorzitting zou zijn afgesloten.

De tekst van paragraaf 1 behoort te worden herzien om rekening te houden met die omstandigheden.

Bovendien stemmen de woorden "zonder verwijl" niet goed overeen met de inhoud van de ontworpen bepalingen, inzonderheid met de tekst van artikel 305 die bepaalt dat het proces-verbaal van de hoorzitting niet terstond wordt opgemaakt, maar enkele dagen erna, en dat de betrokkene er eerst kennis van zal krijgen binnen de termijn bepaald in artikel 305.

Onder die omstandigheden is het onmogelijk dat de tuchtoverheid zonder verwijl een beslissing kan nemen.

Wil de steller van het ontwerp een andere betekenis toekennen aan de woorden "zonder verwijl", dan zou hij zijn bedoeling nog meer moeten preciseren.

In artikel 307, § 1, tweede lid, schrijve men :

"... wordt de tuchtoverheid geacht af te zien van vervolging voor de feiten die de betrokkene ten laste worden gelegd".

.../...

In paragraaf 2 dient te worden gepreciseerd dat de leden van de bedoelde beraadslagende en beslissende organen aanwezig moeten zijn telkens wanneer de betrokkene gehoord wordt.

Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te redigeren :

"§ 3. De beslissing waarbij de tuchtstraf wordt opgelegd, wordt naar de vorm met redenen omkleed".

Artikel 308.

Er zij verwezen naar de opmerkingen die gemaakt zijn onder artikel 303, 6°.

Artikel 309.

Paragraaf 1, die het eerste lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 309. Van de met redenen omklede beslissing wordt zonder verwijl kennis gegeven aan ...".

Paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Wordt van de beslissing geen kennis gegeven binnen de termijn van tien werkdagen, dan wordt ze als ingetrokken beschouwd. Tuchtvervolging voor dezelfde feiten kan niet worden ingesteld".

Ten aanzien van paragraaf 3, die het derde lid wordt, dient in de memorie van toelichting te worden gepreciseerd dat wanneer de kennisgeving de in de tekst bepaalde vermeldingen niet bevat, ze onvolledig is, met als enige gevolg dat de termijn van beroep niet ingaat.

Voorts zou dat derde lid beter als volgt worden geredigeerd :

"In de kennisgeving van de beslissing wordt melding gemaakt van de bij wet bepaalde rechtsmiddelen en van de termijn waarbinnen ze uitgeoefend kunnen worden".

Artikel 310.

In de commentaar bij artikel 310 is er een discrepantie tussen de Franse tekst die het heeft over "autorité de tutelle", en de Nederlandse tekst waar het woord "tuchtoverheid" gebezigd wordt.

De Franse tekst van die commentaar dient te worden herzien om hem in overeenstemming te brengen met de Nederlandse tekst door "autorité disciplinaire" te schrijven.

.../...

Artikel 311.

De redactie van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, is onvolledig.

Voor een goed begrip ervan dient te worden verwezen naar de memorie van toelichting die aangeeft dat "de doorhaling gebeurt op verzoek" van de betrokkene.

Die precisering moet in de tekst aangebracht worden.

Voorts zou, volgens de ontworpen tekst, aan de tuchtoverheid een beoordelingsbevoegdheid gelaten worden; volgens de memorie van toelichting echter zou de doorhaling toegestaan moeten worden, behalve in uitzonderlijke omstandigheden. De tekst moet die bedoeling weergeven, door te preciseren wat verstaan dient te worden onder "uitzonderlijke omstandigheden".

Bovendien doet de tekst van die paragraaf 3, die het derde lid wordt, de vraag rijzen welk lot zal worden toebedeeld aan de persoon die gepensioneerd is. In de memorie van toelichting zou moeten worden duidelijk gemaakt dat die persoon er een moreel belang bij heeft de doorhaling te vragen.

Hoofdstuk VI.

Artikel 312.

Het ontworpen hoofdstuk VI heeft als opschrift : "De samenlopende bevoegdheden". Het wil een openbare overheid de mogelijkheid bieden een tuchtzaak aan zich te trekken die geëindigd is met een beslissing die genomen is door een andere overheid die eveneens bevoegd is. Aldus, zegt de memorie van toelichting, zal een "zwaardere tuchtstraf" kunnen worden opgelegd, met dien verstande dat de eerste beslissing, volgens de termen van het ontworpen artikel 312, § 1, derde lid, zal zijn "vervallen" (of juister : zal zijn "ingetrokken").

Bij het ontworpen artikel 312 zijn verscheidene opmerkingen te maken.

In de eerste plaats stelt die bepaling in paragraaf 1, tweede lid, dat de gemeenteraad "in dit geval enkel een zwaardere tuchtstraf (kan) opleggen". De termen "in dit geval enkel" zijn vaag : doelen ze - wat vanzelfsprekend zou zijn aangezien het de hypothese is waarin artikel 312, § 1, van toepassing is - op het geval "dat zowel de gemeenteraad als het college van burgemeester en schepenen bevoegd zijn" ? Of - wat waarschijnlijker lijkt - doelen ze op het geval dat het college een uitspraak heeft gedaan ("ook na uitspraak van het college") ? Dient die laatste vraag bevestigend te worden beantwoord en is het wel degelijk in het geval dat het college een tuchtstraf heeft uitgesproken dat de raad een zwaardere straf zou kunnen opleggen, dan zou dat

a contrario meebrengen dat de ontworpen bepalingen niet van toepassing zouden zijn in het geval het college, dat de vervolging aan zich zou hebben getrokken, het personeelslid "van vervolging ontslagen" zou hebben door een uitspraak waardoor het wordt vrijgesproken, ja zelfs, doordat het van vervolging afziet, de zaak niet zou hebben onderzocht en derhalve generlei uitspraak zou hebben gedaan. Hoe het ook zij, de redactie van de tekst laat te wensen over en zou moeten worden herzien om de bedoelingen van de steller ervan te kennen te geven.

Maar essentiëler in zo'n aangelegenheid is de vraag of het beginsel "non bis in idem" in acht wordt genomen.

De bevoegdheid van de gemeenteraad om uitspraak te doen in tuchtzaken lijkt niet te kunnen worden betwist, zelfs al zou het college van burgemeester en schepenen reeds een sanctie uitgesproken hebben. In zoverre de eerste uitspraak immers "vervalt", lijkt de tweede niet op het bezwaar te stuiten dat ze het beginsel "non bis in idem" schendt. Men kan zich echter afvragen of dezelfde redenering gevoerd kan worden met betrekking tot een uitspraak van de raad waardoor het betrokken personeelslid tot een tuchtspraak zou worden veroordeeld, terwijl het college met zijn uitspraak het personeelslid van vervolging ontslagen zou hebben. In een dergelijk geval zou het niet alleen gaan om een herziening van de straf, voor een overtreding waarvan het bestaan en de zwaarwichtigheid reeds zouden zijn vastgesteld, maar om een verschillende beoordeling over het bestaan zelf van de overtreding. Aldus zou worden geraakt aan het gewettigde

vertrouwen dat het vervolgde personeelslid moet hebben in de uitspraken van de tuchtoverheid; een dergelijke regeling zou de totstandkoming bevorderen van een tweede tuchtprocedure voor feiten waarover een eerste beoordeling zou zijn uitgebracht, en zou als zodanig de regel "non bis in idem" schenden, dit zowel in het tuchtrecht als in het strafrecht van toepassing is.

Overigens dient ook het tegenovergestelde geval beschouwd te worden : het zou kunnen dat de raad, die zich genoodzaakt zag de door het college opgelegde straf te herzien en derhalve het onderzoek over te doen, de mening toegedaan zou zijn dat een lichtere straf moet worden uitgesproken of zelfs vrijspraak moet worden verleend. De steller van het ontwerp, die de raad alleen een "zwaardere straf" laat toepassen, legt niet uit waarom dat geval wordt uitgesloten.

Bij de tekst van het ontworpen artikel 312 is een laatste fundamentele opmerking te maken : valt het wel te begrijpen dat een tweevoudig onderzoek ingesteld wordt naar de geldigheid van de tuchtvervolging in een zelfde politieke instantie, namelijk de gemeente, vanuit het optreden van twee organen ervan - de raad en het college -, toch is het niet aangewezen dezelfde procedure in te stellen wanneer de tot optreden gemachtigde overheden behoren tot twee verschillende instanties, namelijk de gemeente en de provincie. Wanneer de provinciegouverneur in dezen optreedt, oefent hij een administratieve bevoegdheid uit die te vergelijken is met die van een toezichtscontrole, sensu lato opgevat. Gaat het streven van de steller van het ontwerp daarnaar uit dan

dient hij, met inachtneming van de bepalingen van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, een regeling van toezicht over de gemeenten in te stellen die nog tot zijn bevoegdheid zou behoren; in die regeling zou de toezichthoudende overheid de beslissing die ze afkeurt moeten intrekken en vervangen door een andere.

Uit het bovenstaande volgt dat de ontworpen tekst grondig herzien moet worden.

Hoofdstuk VII.

Artikelen 313 tot 318.

Het ontworpen artikel 313 luidt als volgt :

> "Wanneer ernstige aanwijzingen een sterk vermoeden hebben doen ontstaan dat een personeelslid een zware tuchtfout heeft begaan en zijn aanwezigheid als onverenigbaar met het belang van de dienst voorkomt, kan de betrokkene, in afwachting van het resultaat van het tuchtrechtelijk of strafrechtelijk onderzoek, preventief geschorst worden bij wijze van ordemaatregel".

Die bepaling wijkt af van de regels vervat in het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de schorsing van rijksambtenaren in het belang van de dienst. Overeenkomstig die regels kan een rijksambtenaar geschorst worden en toch zijn wedde in haar geheel blijven ontvangen, wanneer het belang van de dienst het eist. Wil de schorsing gepaard kunnen gaan met een weddevermindering, dan moet de ambtenaar ofwel strafrechtelijk vervolgd worden ofwel tuchtrechtelijk

vervolgd worden "wegens een ernstig vergrijp waarbij hij op heterdaad is betrapt of waarvoor er afdoende aanwijzigingen zijn". Voorts kan een ambtenaar op grond van artikel 103 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel geschorst worden in het belang van de dienst, ook al wordt hij helemaal niet tuchtrechtelijk of strafrechtelijk vervolgd.

Naar aanleiding van de vergelijking van de ontworpen tekst met die verschillende bepalingen zijn verscheidene opmerkingen te maken.

Zoals het ontworpen artikel 313 geredigeerd is zou het zo kunnen worden opgevat dat het de schorsing in het belang van de dienst uitsluit wanneer de ambtenaar niet wordt vervolgd. Zo'n maatregel die begrepen moet worden als een loutere ordemaatregel heeft niet te maken met de tuchtregeling, maar met het administratief statuut dat de gemeenten kunnen vaststellen. Om elke vergissing omtrent de strekking van de ontworpen bepalingen te vermijden, zou het nuttig zijn op zijn minst de memorie van toelichting in dat opzicht aan te vullen.

Voorts dient te worden vastgesteld dat de ontworpen tekst bepaalt dat voor de gewone schorsing dezelfde voorwaarden aanwezig moeten zijn als voor de schorsing met inhouding van wedde. Men kan zich afvragen op welke wettelijk toelaatbare grond de gemeenteoverheid kan steunen om te beslissen dat de schorsing al dan niet gepaard zal gaan met een inhouding van wedde.

Ten slotte lijkt de redactie van artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 (op heterdaad betrapt, afdoende aanwijzingen) strenger dan die van het ontworpen artikel 313 (ernstige aanwijzingen die een sterk vermoeden doen ontstaan). Aangezien de preventieve schorsing met inhouding van wedde een bijzonder ernstige maatregel is voor het personeelslid, zou de ontworpen bepaling nauwkeuriger geredigeerd moeten worden om een doeltreffende controle door het gerecht mogelijk te maken.

Bovendien voert artikel 313 een soort van vermoeden van schuld in dat niet kan worden aanvaard. Is het zo dat indien de schuld van het personeelslid vaststaat, kan worden aangenomen dat onmiddellijk tuchtstraffen kunnen worden uitgesproken, toch moet het personeelslid in het tegenovergestelde geval het vermoeden van onschuld genieten dat een elementair gegeven van ons rechtssysteem is.

De inachtneming van dat vereiste maakt een grondige herziening van het ontwerp noodzakelijk, wat de hiernavolgende punten betreft.

Volgens het ontworpen artikel 314, § 1, eerste lid, is dezelfde overheid, op dezelfde wijze samengesteld, bevoegd om preventief te schorsen en om de tuchtmaatregel op te leggen. Welnu, in de in uitzicht gestelde procedure mag alleen preventief geschorst worden na afloop van debatten die hoofdzakelijk betrekking zullen hebben op de zaak zelf. Het is derhalve meer dan waarschijnlijk dat de overtuiging van de tuchtoverheid zal vaststaan zelfs voordat de eigenlijke tuchtprocedure plaatsvindt, terwijl "la présomp-

tion d'innocence commande que le juge forme sa conviction le plus tard possible, qu'il aborde le dernier acte du drame - celui qui est réservé à la défense - sans préjugé, l'esprit ouvert à toutes les solutions" (1).

Bovendien zal de gemeenteraad die reeds uitspraak zal hebben gedaan over de kernpunten van de zaak, niet meer mogen worden beschouwd als een overheid die alle vereiste waarborgen inzake onpartijdigheid vertoont wanneer hij uitspraak doet over het volledige dossier.

In dat opzicht dient erop gewezen te worden dat "het algemene rechtsbeginsel "nemo judex in causa sua" of het ruimere algemeen rechtsbeginsel, dat in de rechtsspreuken "Justice should not only be done, but should also be seen to be done" en "likehood of bias" (schijn van partijdigheid) tot uitdrukking wordt gebracht, in administratieve zaken toegepast moeten worden, doch in zoverre zulks verenigbaar is met de eigen aard van het actief bestuur; die beginselen slaan niet op het geval van bewezen partijdigheid ("actual bias"); zij hebben tot doel ook de schijn van partijdigheid van rechter en bestuur te weren; het middel dat gesteund is op een tekortkoming aan die eis is van openbare orde" (2).

---

(1) Maurice CORNIL, noot onder Cass. 6 juni 1962, J.T. 1963, blz. 314.

(2) Raad van State, arrest THYS van 28 januari 1986, en opm. D. LAGASSE, J.T. 1989, blz. 307; Raad van State, arrest JACQUART van 15 september 1987.

Ten slotte is het vermoeden van onschuld moeilijk in overeenstemming te brengen met de mogelijkheid die de gemeenteoverheid zou hebben om het personeelslid de helft van zijn wedde te ontnemen. Het is de Raad van State immers niet duidelijk op welke grond, die voldoet aan het criterium van de evenredigheid, zou kunnen worden gewettigd dat zo'n zwaarwichtige maatregel wordt toegepast op een personeelslid dat, tot een eventuele tuchtstraf wordt uitgesproken, geacht wordt in geen enkele strafbare tekortkoming te zijn vervallen.

+

\+ +

Met recht en reden bepaalt het ontworpen artikel 315 dat de schorsing na het verstrijken van een termijn van vier maanden moet worden verlengd. De tekst moet verduidelijken dat tot de verlenging alleen mag worden besloten onder de voorwaarde dat de rechten van de verdediging in acht genomen worden.

Artikel 319.

Dat artikel moet vervallen; het ontneemt het personeelslid immers het recht van verdediging en het recht van beroep dat de andere bepalingen van het ontwerp hem waarborgen; bovendien houdt het een vooroordeel in wat de sanctie

betreft; voorts sluit de tekst voor de belanghebbende de mogelijkheid uit om vrijwillig zijn ontslag aan te bieden; welnu, het ontslag heeft voor hem gunstiger gevolgen dan de ontzetting (in het ontwerp oneervol ontslag genoemd) waarin de ontworpen bepaling voorziet; die bepaling stelt de ontzetting immers, wat de gevolgen betreft, gelijk met een afzetting.

Het opschrift van hoofdstuk IX moet als volgt worden geredigeerd :

"De verjaring van de tuchtvordering".

Artikel 320.

Artikel 320, tweede lid, is vatbaar voor kritiek in zoverre het bepaalt dat de verjaringstermijn

> "begint (...) te lopen de dag dat de tuchtoverheid door de gerechtelijke overheid ervan in kennis gesteld wordt dat de strafrechtelijke procedure beëindigd is".

Het kan immers gebeuren dat de gerechtelijke overheid de tuchtoverheid niet in kennis stelt van het gevolg dat aan de vervolging gegeven wordt; in dat geval zou het beginpunt van de termijn niet nader te bepalen blijven.

Het beginpunt van de in artikel 320, eerste lid, bepaalde verjaring is bijzonder vaag wanneer het gaat om tuchtfeiten die van ingewikkelde aard zijn of die elkaar opvolgen, zodat degene die vervolgd wordt onmogelijk kan uitmaken of de tuchtvordering al dan niet verjaard is.

De steller van het ontwerp dient het beginpunt van de termijn nog beter te preciseren.

Artikel 2.

1° tot 4°.

Artikel 3 van het ontwerp heft de artikelen 36 en 37 op.

In de nieuwe gemeentewet zullen onder het opschrift "D. Tucht" alleen nog de artikelen 38 tot 41 blijven bestaan, welke artikelen bovendien gewijzigd worden bij de bepalingen onder 1° tot 4° van artikel 2 van het ontwerp.

De wijzigingen die zodoende in die bepalingen worden aangebracht hebben evenwel een verschillende strekking naargelang zij, enerzijds, artikel 39 en anderzijds, de artikelen 40 en 41 betreffen.

Met de wijzigingen in de artikelen 40 en 41 zit immers logischerwijze de bedoeling voor de toepassing van die artikelen te beperken tot het geval dat tegen de secretaris een vervolging wordt ingesteld wegens schending van de verbodsbepaling vervat in artikel 27, welke schending, krachtens het gewijzigde artikel 38, een tuchtstraf tot gevolg kan hebben. De wijzigingen in artikel 39 daarentegen zijn van een zodanige aard dat dat artikel van toepassing zou zijn op elke tuchtmaatregel en niet alleen op die welke wordt uitgesproken krachtens artikel 38. Welnu, de secretaris komt voor onder de personeelsleden bedoeld in titel XIV,

die door de ontworpen wet zou worden ingevoegd in de nieuwe gemeentewet, en inzonderheid in artikel 287 van het ontwerp.

Uit het bovenstaande volgt dat artikel 39 van de nieuwe gemeentewet niet behoort te worden gewijzigd in artikel 2 van het ontwerp, maar daarentegen dient te worden opgeheven in artikel 3.

Voorts zou het opschrift "D. Tucht" van onderafdeling 2 van de nieuwe gemeentewet gewijzigd moeten worden om aan te geven dat het niet meer handelt over de volledige tuchtregeling die van toepassing is op de secretaris, maar alleen over de "sanctie op het verbod vervat in artikel 27".

In de bepaling onder 5° schrijve men :

"5° in artikel 40, § 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 30 mei 1989, worden de woorden ...".

In de bepaling onder 6° schrijve men :

"6° in artikel 41, vervangen bij het koninklijk besluit van 30 mei 1989, worden de woorden ...".

In de bepaling onder 8° schrijve men :

"8° in artikel 68, § 2, eerste lid, en § 3, eerste lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 30 mei 1989 ...".

In de bepaling onder 10° moeten de woorden "tuchtmaatregelen" worden vervangen door de woorden "en tuchtvervolgingen".

Tussen 11° en 12° dient een tekst te worden ingevoegd (12° en 13°) die enerzijds artikel 143 en anderzijds de artikelen 150 tot 152 van de nieuwe gemeentewet wijzigt, om rekening te houden met de algemene opmerking I.

In de bepaling onder 12°, die 14° wordt, wil het gebruik dat wordt geschreven : "... vervangen door het volgende lid :".

De bepalingen onder 13° en 14° worden vernummerd tot 15° tot 16°.

Artikel 3.

In de bepaling onder 1° schrijve men :

"1° de artikelen 36, 37 en 39, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 mei 1989;".

In de bepaling onder 2° dient ook melding te worden gemaakt van de wijziging aangebracht door het koninklijk besluit van 30 mei 1989.

De bepaling onder 4° moet vervallen om rekening te houden met de algemene opmerking I.

De bepaling onder 6°, die 5° wordt, zou moeten worden gesplitst in twee als volgt geredigeerde bepalingen :

"5° de artikelen 196, 197 en 200, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 mei 1989;

6° de artikelen 198 en 199;".

De bepaling onder 8° zou moeten worden gesplitst in twee als volgt geredigeerde bepalingen :

"8° de artikelen 210, 211 en 214;

9° de artikelen 212 en 213, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 mei 1989;".

De bepaling onder 9° wordt 10°.

Artikel 4.

Artikel 4 moet worden geredigeerd rekening houdend met de algemene opmerking I, betreffende het opschrift van hoofdstuk IV van titel III en de invoeging in die titel van een hoofdstuk IVbis. Overigens wijzigt dit artikel de nieuwe gemeentewet en zou het beter op zijn plaats zijn in artikel 2 van de ontworpen wet (tussen de punten 11 en 12).

Artikel 6.

In de Franse tekst schrijve men : "au cours duquel elle aura été publiée ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. D. BATSELE, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. D. BATSELE, adjunct auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.